

ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE





ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE

« Nous respirons tous un seul air,
nous buvons tous une seule eau,
nous vivons tous sur une seule Terre.
Nous devons tous la protéger. »

Cacique Raoni Metuktire, peuple Kayapó, Brésil





SOMMAIRE

- ▶ L'appel à l'union des grands chefs amazoniens traditionnels pour lutter contre les changements climatiques 5
- ▶ Pourquoi les Gardiens amazoniens de Mère Nature veulent-ils s'allier avec leurs « frères » des autres continents ? 7
- ▶ Les graines de l'Alliance des gardiens de Mère Nature 9
- ▶ Cadre opérationnel de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature 13
- ▶ De Paris à Metuktire (Amazonie brésilienne), un lancement en deux étapes 15
- ▶ Les fondateurs de l'Alliance 17
- ▶ Premières propositions et recommandations de l'Alliance 23
- ▶ Discours de Valdelice Veron, peuple Guarani-Kaiowá, au Sommet des Consciences, Paris, 21 juillet 2015 27



Brasília, le 14 avril 2015, devant le Congrès brésilien l'appel à l'alliance des gardiens de mère nature : de gauche à droite, Caciques Pirakuman Yawalapiti, Txicao, Aritana Yawalapiti, Raoni Metuktire, Davi Yanomami, Afukaka Kuikuru et Tabata Kuikuru.



1 L'APPEL À L'UNION DES GRANDS CHEFS AMAZONIENS TRADITIONNELS POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Dans un monde en plein bouleversement, limité en surface et en ressources, l'humanité, dont la démographie a doublé en moins de 50 ans (env. 7,3 milliards d'individus en 2015), se voit dans l'obligation de relever des défis sans précédent. Ce début de troisième millénaire est un tournant décisif où il est essentiel de se souvenir que le futur ne se construit pas les uns contre les autres, mais les uns avec les autres.

En première ligne de la lutte contre les changements climatiques, auxquels ils sont particulièrement vulnérables, les peuples indigènes ont été jusqu'à présent les grands laissés pour compte des négociations internationales qui décident de notre avenir à tous. De plus en plus présents sur la scène internationale, ils souhaitent reprendre leur destin en main... et ouvrir de nouvelles perspectives au nôtre par la même occasion. C'est ainsi que le Cacique Raoni, respecté dans le monde entier pour son engagement en faveur des forêts, initie, avec le concours d'autres grands chefs amazoniens, un

projet d'alliance inédit par la forme et le fond, à l'approche du Sommet de l'ONU sur les changements climatiques de Paris 2015 (COP 21, 30 novembre – 11 décembre 2015).

Cette entité internationale, sans frontières, l'Alliance des Gardiens de Mère Nature se conçoit comme une voie d'espoir, une façon concrète de démontrer au monde entier que les indigènes et leurs alliés ne constituent pas un problème mais qu'ils sont, au contraire, des alliés indispensables pour trouver les solutions dont l'humanité a besoin pour poursuivre sa formidable aventure. L'Alliance est souhaitée comme un outil actif agissant en générateur et catalyseur de projets, de propositions et d'alternatives concrets pour la préservation de l'environnement et donc du climat.



En cette époque d'hyper connectivité virtuelle, jamais le lien entre l'Homme et la nature n'a été aussi distendu et, par conséquent, jamais nous n'avons été aussi près de l'abîme. Le dogme de l'ethnocentrisme poussé à son paroxysme montre ses limites : en provoquant une nouvelle extinction massive d'espèces végétales et animales, sans précédent depuis la fin du règne des dinosaures, des bouleversements climatiques toujours plus radicaux, et en restant sourds aux cris d'alarme que nous envoie la nature, nous hâtons le pas vers l'irréversible, le point de non-retour.

Par des actions hautement symboliques, qui éveilleront les consciences, par la valorisation et la mise en éveil de projets de développement réellement soutenables, où l'on démontre que l'Homme peut évoluer sans détruire en restant à l'écoute de son environnement, l'Alliance contribuera donc à rétablir un

équilibre dans l'ordre naturel des choses, à resserrer les liens distendus entre notre modèle de société et le monde vivant et à redistribuer les cartes du futur.

Le Cacique Raoni souhaite que cette Alliance lui survive longtemps, qu'elle devienne une autorité morale reconnue et respectée, une voix internationale puissante et indépendante, avec une grande ambition en ligne de mire : contribuer dans la durée à redéfinir un paradigme viable pour les hommes et la nature.



Le Cacique Pirakuman Yawalapiti pendant une audience au Congrès National brésilien en octobre 2013

POURQUOI LES GARDIENS AMAZONIENS DE MÈRE NATURE VEULENT-ILS S'ALLIER AVEC LEURS "FRÈRES" DES AUTRES CONTINENTS ?



Les **Caciques Raoni Metuktire, Megaron Txucar-ramãe, Davi Kopenawa Yanomami, Pirakuman Yawalapiti, Aritana Yawalapiti, Afukaka Kuikuro** et **Tabata Kuikuro**, chefs respectés de peuples emblématiques engagés dans la lutte contre la déforestation en Amazonie brésilienne, ont décidé de planter ensemble les racines de cette alliance lors de leur réunion en avril 2015. Alors que la dégradation des trois dernières grandes forêts tropicales de notre planète (Amazonie, Indonésie, Afrique équatoriale) approche de l'irréversible, que ces « poumons verts » sont au bord de l'asphyxie, ces gardiens, conscients que les autres environnements naturels sont aussi en sursis, souhaitent être rejoints par les représentants autochtones du monde entier, qu'ils soient issus des forêts, des steppes, des glaces, des îles ou des déserts, ainsi que par de grands militants de l'environnement, pour adresser, pendant la COP 21, un message à tous les peuples du monde.

À Paris, ces Gardiens de Mère Nature, enfin unis, chercheront, par cette initiative forte de convergence des luttes, à convaincre qu'il faut sans tarder s'engager dans une mobilisation sans précédent pour sauver les forêts, les océans et les autres environnements naturels cruciaux pour la régulation du climat mondial et la biodiversité inestimable qu'ils abritent.

Si les océans sont le berceau de la vie, les forêts primaires sont le résultat de millions d'années de créativité du vivant. Ce sont des laboratoires naturels irremplaçables. De l'infime partie qui a été étudiée, l'humanité a tiré des bienfaits considérables.





En outre, leur destruction est non seulement un facteur aggravant du réchauffement climatique, mais elle génère de la pauvreté, en coupant les populations locales de leurs ressources vivrières. Il est pourtant de l'intérêt de l'humanité de sauver de toute urgence les forêts humides et primaires. C'est ce que conclut, par exemple, le chercheur Antonio Donato Nobre, de l'Institut national de recherche spatiale au Brésil (INPS), dont l'étude mondialement saluée 'Le futur climatique de l'Amazonie', démontre que la plus grande forêt tropicale au monde est déjà « en panne » en tant que régulateur climatique. Nul ne conteste plus que son déboisement est à l'origine de la sécheresse catastrophique qui a sévi fin 2014 dans l'État de São Paulo, situé dans une aire communément surnommée «grenier de la planète» et dont la production agricole constitue 70% du PIB du continent sud-américain. Selon le chercheur, l'objectif déforestation zéro n'est plus suffisant pour sauver l'Amazonie, qui stocke chaque année près de 118 milliards de tonnes de CO₂. La réponse à donner doit être immédiate : « il faut un effort de guerre pour reboiser l'Amazonie ». Il préconise l'appui des populations autochtones et une mobilisation internationale pour y parvenir. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que les conséquences économiques calamiteuses inhérentes à l'aridification du Brésil découlent évidemment de la démesure d'une politique de coopération économique écocide, à laquelle les autres continents et en particulier l'Europe participent activement. En cause, l'importation massive de bois illégal, l'activité minière, la construction de barrages hydroélectriques, l'importation de soja, de cuir, de viande... Les forêts indonésiennes sont quant

à elles ravagées par la monoculture d'huile de palme. Les produits de la déforestation inondent notre consommation courante, à tel point que la plupart des citoyens consomment et consomment la forêt un peu plus chaque jour, sans en avoir conscience.

« LA PLUS GRANDE FORÊT TROPICALE AU MONDE EST DÉJÀ « EN PANNE » »

L'effort de guerre global doit être généralisé aux autres environnements naturels menacés. Il préfigure implicitement la redéfinition de notre modèle de développement. Les peuples autochtones, qui en sont les premières victimes, où qu'ils se trouvent, sont incontestablement de précieux alliés pour nous y aider. Leur Alliance le prouvera, Les Gardiens de Mère Nature sont les gardiens de l'avenir.

LES GRAINES DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE



La France accueille et préside entre le 30 novembre et le 12 décembre 2015 la vingt-et-unième Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21/CMP11), aussi appelée « Paris Climat 2015 ». A l'heure où beaucoup s'accordent à clamer que l'échéance est cruciale pour l'avenir de la planète, que l'objectif à atteindre entre les 195 Etats participants est de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, les peuples indigènes semblent les mieux placés pour témoigner de l'inefficacité de ce type de rendez-vous à dégager des décisions efficaces et suivies d'effets.

En juin 1992, le Cacique Raoni participe, auprès de nombreux autres leaders indigènes d'Amérique du sud et d'ailleurs, à Eco 1992, le Sommet de la Terre de Rio, un moment fondateur dans l'histoire des grandes négociations internationales qui marque un tournant dans la préoccupation des Etats en matière de climat.

La rencontre du Cacique avec le président français François Mitterrand et de nombreux autres responsables politiques internationaux trois ans auparavant, lors d'un mémorable tour du monde avec le chanteur Sting, a favorisé l'élaboration de ce qui deviendra le plus ambitieux programme de coopération internationale pour la protection de l'environnement. Le lancement du PPG7 (Programme Pilote pour la conservation des forêts de l'Amazonie brésilienne) est officialisé pendant le Sommet de Rio.





Cette initiative planétaire donnera, entre 1992 et 2009, des résultats très concrets : la protection de 45,4 millions d'hectares de territoires indigènes (70 territoires identifiés et 115 autres démarqués) et l'établissement de 2,1 millions d'hectares de réserves, permettant leur préservation. En octobre 2005, les engagements de financement s'élèvent à plus de 350 millions d'euros, dont 85 % proviennent de partenaires communautaires (La CE - 65 millions d'euros -, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie et la France). Étonnamment, les importants succès de ce programme et de ses applications n'ont pas permis qu'il soit poursuivi, adapté ou décliné. Une autre voie fut choisie. En 2008, un an avant le terme du PPG7, le lancement du Programme substitutif ONU-REDD (Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement) a ouvert le marché du carbone forestier et tend à simplifier la préservation d'un écosystème complexe à la seule quantification des émissions de gaz à effet de serre. Les réductions d'émissions obtenues au moyen d'incitation REDD au niveau local ne garantissent pas l'arrêt des activités de déforestation au niveau national. Ces activités pourront être déplacées vers un autre territoire à partir du moment où des solutions alternatives ne sont pas proposées aux agents responsables de la déforestation.

Les peuples indigènes, notamment lors du Sommet de la Terre de Rio+20 en 2012, ont émis

plusieurs documents critiques à propos du Programme REDD.

Ils dénoncent la marchandisation du vivant et des ressources naturelles, ainsi que la mise en place de contrats d'exploitation forestière à long terme, qui participent à la dégradation des territoires indigènes et menacent leur souveraineté.

Contrairement au PPG7 qui a permis certaines avancées notables, les chiffres récents témoignent de l'incapacité du Programme REDD à lutter efficacement contre la déforestation. Depuis 2013, après huit années de diminution, le taux de déforestation est reparti à la hausse sur le territoire brésilien. Dans ce contexte, la non ratification par le Brésil de l'accord contre la déforestation, signé par 32 pays à l'ONU en 2014, est alarmante et montre la nécessité de faire pression sur le pays qui abrite la plus grande superficie de forêt tropicale au monde.

« EN OCTOBRE 2005,
LES ENGAGEMENTS DE
FINANCEMENT S'ÉLÈVENT
À PLUS DE 350 MILLIONS
D'EUROS »



La COP 21, puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, fera l'objet de négociations cruciales pour l'avenir des forêts et de la planète. En tant que pays d'accueil, la France jouera un rôle de premier ordre sur le plan international pour rapprocher les points de vue et faciliter la recherche d'un consensus.

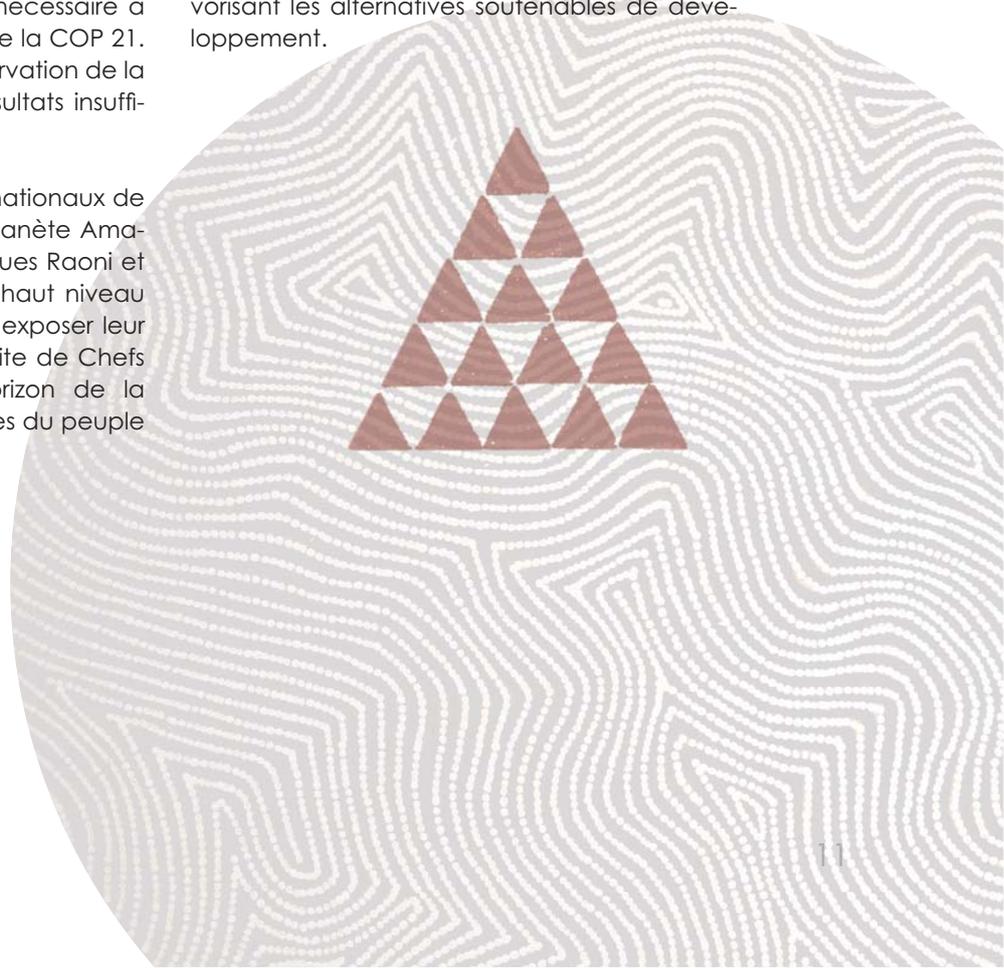
Les différentes négociations internationales sur le climat, qui avaient pour objectif la stabilisation des gaz à effet de serre, ont jusqu'alors échoué. En 2014, le niveau des émissions de gaz à effet de serre a augmenté de 34% par rapport à 1990. A l'aube du Sommet Paris-Climat 2015 (2015), les Etats-Unis n'ont pas publié leur stratégie carbone, pourtant nécessaire à l'établissement d'un accord lors de la COP 21. De plus, les programmes de conservation de la forêt mis en place ont eu des résultats insuffisants.

En juin 2014, des partenaires internationaux de l'Instituto Raoni, sous l'égide de Planète Amazonie, ont organisé pour les Caciques Raoni et Megaron des rencontres au plus haut niveau en Europe afin qu'ils puissent leur exposer leur projet de créer une Alliance inédite de Chefs autochtones traditionnels à l'horizon de la COP 21. Les deux leaders indigènes du peuple

Kayapo ont à cette occasion été salués dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale par le président Claude Bartolone, honneur réservé aux Chefs d'Etats.

De nombreuses personnalités telles le prince de Monaco, le prince de Galles, le roi de Norvège ou encore l'ancien Premier ministre Michel Rocard ont également accepté de les rencontrer dans le cadre de cette campagne sobrement intitulée «S.O.S. Amazônia Tour».

Ces rencontres leur ont permis de poser les fondements d'un plan d'action pour la défense de la forêt, de leurs terres et de leurs cultures ancestrales, qui permettra également d'amorcer des projets d'envergure internationale favorisant les alternatives soutenables de développement.





CADRE OPÉRATIONNEL DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE



Alors que la déforestation des trois dernières grandes forêts tropicales de notre planète (Amazonie, Indonésie et Afrique équatoriale) approche de l'irréversible, que ces « poumons verts » sont au bord de l'asphyxie, les Caciques Raoni Metuktire et Megaron Txucarramãe, et les représentants de peuples autochtones du monde entier, comptent peser sur la COP 21. En décembre 2015, à Paris, ils chercheront à les rallier autour d'un projet fort visant à convaincre les États de prendre sans tarder des mesures d'urgence pour sauver l'Amazonie et les forêts tropicales, régulatrices du climat mondial, réservoirs inestimables de biodiversité et garants de l'air respirable, notre bien commun le plus précieux avec l'eau - dont nous sommes en grande partie constitués.

Protéger et soutenir les peuples autochtones c'est préserver les derniers environnements naturels de la planète, qu'ils défendent dans un combat vital. Ce combat, celui pour l'application réelle de leurs droits, continuellement bafoués,

est lié de manière intrinsèque à la préservation de leurs territoires et de leur diversité culturelle. Ce combat loin d'être achevé, ne peut être gagné sans renfort. Il nécessite, en réponse, une mutualisation des initiatives de résistance, mais aussi une mise en commun des ressources et des forces disponibles. Si le Cacique Raoni a posé pour première pierre, ou pour racine, les grandes lignes de l'alliance qu'il souhaite initier, celle-ci reste à dessiner, de façon collective. L'alliance est un arbre de vie qui prendra corps peu à peu pour relier les initiatives de préservation ou de développement bienveillantes visant à réinventer l'avenir.





Pour grandir et se renforcer, l'alliance des Gardiens de la Mère Nature articulera sa stratégie autour de trois axes : le combat politique, le combat juridique et le combat médiatique. Ce dernier est déterminant, car, pour réussir à faire plier les intérêts économiques de plus en plus omnipotents, il faudra sensibiliser l'opinion publique internationale qui, seule, a le pouvoir d'influencer les gouvernements et les entreprises. Dans cette perspective, les outils de l'alliance s'appuieront sur :

Une mutualisation des forces politiques et juridiques, pour renforcer la représentativité des peuples autochtones auprès des instances internationales et des gouvernements, pour forcer l'application effective des conventions internationales et des droits des peuples autochtones par des actions conjointes de revendications ou de plaidoyers et pour inciter les instances internationales à donner des droits à la nature par la reconnaissance du crime d'écocide.

La mise en place d'un outil médiatique en ligne de portée internationale, permettant d'améliorer la diffusion de l'information entre les peuples, la coordination de leurs actions et établissant une fenêtre pour sensibiliser l'opinion publique mondiale et appuyer les revendications et les campagnes.

La mise en place d'une plateforme d'échanges réguliers entre les peuples sur leurs propres territoires, pour favoriser le rapprochement des cultures et des savoirs ancestraux en matière de gestion environnementale et fomentent ainsi des projets de «développement endogène», s'appuyant sur une valorisation durable des savoirs traditionnels et des ressources naturelles



DE PARIS À METUKTIRE (AMAZONIE BRÉSILIENNE), UN LANCEMENT EN DEUX ÉTAPES



Aujourd'hui, le Cacique Raoni a pour projet de rassembler les forces, pour donner de l'ampleur et de l'ambition à sa lutte. Il souhaite ainsi initier une alliance des peuples indigènes et des défenseurs de la planète. Le lancement de l'Alliance passe par deux étapes.

Dans un premier temps, les premiers Gardiens de Mère Nature ayant rejoint l'Alliance, ces chefs amazoniens rassemblés et unis par le Cacique Raoni, seront, selon leur souhait, rejoints à Paris par d'autres représentants indigènes venus de différents continents, par leurs alliés œuvrant pour la protection de la planète et par des personnalités internationales. Ils porteront d'une même voix leurs préoccupations, leurs propositions et des solutions dans une déclaration finale, à l'issue d'une assemblée des chefs mémorable. Dans un second temps, le Cacique Raoni a prévu de rassembler, au printemps 2016, plusieurs centaines de représentants de son peuple Kayapo dans son village de Metuktire, au cœur de la terre indigène Kapot-Jarina (Etat du Mato

Grosso, Brésil), pour définir une stratégie commune de riposte face aux atteintes faites aux droits des indigènes au Brésil et la destruction de la nature.

Les Kayapo seront ensuite rejoints par les grands chefs indigènes traditionnels et les porte-voix emblématiques qui auront intégrés l'Alliance à Paris pour une assemblée historique dont le but est d'établir une stratégie d'actions et de plaidoyers, et de produire des propositions à destination des Etats et du grand public. Il faudra désormais compter sur ces éclaireurs pour les prochains grands rendez-vous internationaux. L'avenir est en marche et l'espoir d'une prise de conscience globale de retour.



Ci-dessus : le cacique Megaron Txucarramãe observe les ravages de la monoculture sur la forêt amazonienne dans l'Etat du Mato Grosso.



PREMIÈRE PHASE DU LANCEMENT DE L'ALLIANCE À LA COP 21 (PARIS)



© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch

La présence des chefs indigènes traditionnels et de leurs alliés, réunis autour du Cacique Raoni et des cinq autres fondateurs pour initier l'Alliance, permettra de donner corps à une assemblée unique en son genre, qui sera chargée d'aboutir à un texte regroupant des propositions fortes et des recommandations, complémentaires de celles intégrées aux négociations des Etats participant à la COP 21. Le résultat de ce travail collectif, inspiré de l'expérience de chacun des alliés et des défis qu'ont à relever les peuples autochtones partout sur la planète pour assurer leur survie, permettra de définir la feuille de route d'un plan d'action urgente pour sauver le climat et préserver les générations futures, qui pourra être proposé à l'issue de la COP 21

Les Caciques Megaron Txucarramãe et Raoni Metuktire entourent Nicolas Hulot, Conseiller spécial du Président de la République Française pour la protection de la planète, décembre 2012.



ASSEMBLÉE DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE



© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch

Aux recommandations et propositions ayant permis aux sept chefs traditionnels d'Amazonie brésilienne de constituer le noyau fondateur de l'Alliance de Mère Nature seront ajoutées celles que souhaiteront apporter les autres représentants ou entités qui les rejoindront à Paris pour l'Assemblée Constitutive de l'Alliance.

Elles seront présentées officiellement lors d'une Assemblée, avec la présence de décideurs et de personnalités influentes. Un texte final sera produit à l'issue de l'Assemblée Constitutive.

Le Cacique Raoni reçoit un hommage spécial au Conseil Economique Social et Environnemental, à Paris, en juin 2014.

DEUXIÈME PHASE DU LANCEMENT DE L'ALLIANCE DES GARDIENS DE MÈRE NATURE, AU VILLAGE DE METUKTIRE



L'approche du Cacique Raoni se veut globale, mais trouvant toujours des racines locales. C'est pour cela qu'il rassemblera dans un premier temps les peuples indigènes locaux, pour discuter de leurs problèmes territoriaux spécifiques, puis, dans un second temps, les membres de l'Alliance lancée officiellement à Paris, pour échanger sur les problématiques d'ordre mondiale.

Le Cacique Raoni convoquera en 2016 une réunion historique des chefs et représentants des peuples qui occupent les territoires joints par la démarcation obtenue en 1994 de 13 millions d'hectares de forêts primaires, constituant ainsi la plus grande réserve de forêts tropicales de la planète. Réparties entre le sud de l'État du Pará et le nord de l'État de Mato Grosso, ce territoire rassemble cinq terres indigènes contiguës : Kayapó, Menkragnoti, Badjonkôre, Capoto/Jarina et Baú. Seront également représentées à cette réunion les terres indigènes Las Casas, Xikrin do Catete, Kararaô et Trincheira/Bacaja,

ainsi que la terre d'occupation traditionnelle Kapotnhinore. Cette dernière terre est en attente de démarcation depuis une vingtaine d'années, et abrite le cimetière où sont enterrés les parents du Cacique Raoni.

Ce qui rend cette réunion historique est l'invitation d'autres Caciques et représentants amazoniens emblématiques de la lutte contre la déforestation. Venant de territoires plus éloignés, ces gardiens de la forêt sont connus, et participent déjà, comme le Cacique Raoni, aux côtés des organisations indigènes du Brésil, aux nombreuses actions de protestation et de plaidoyer pour le respect de leurs droits. Ainsi, les Kayapó ont rencontré et connaissent la plupart de ces grands leaders qui viendront pour la première fois sur leurs terres.



Ci-dessus : le village du Cacique Raoni, Metuktire, un lieu préservé au cœur de la forêt amazonienne brésilienne.



© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch

La diversité des peuples représentés et la volonté de ses dignitaires à mettre en place des projets entre leurs communautés respectives ouvriront la voie vers une alliance plus large qui aura vocation à devenir mondiale. C'est le sens de cette réunion. La dernière fois qu'une réunion de cette importance a eu lieu, c'était en 1989, à Altamira. Les nombreux indigènes présents, dont le Cacique Raoni, s'étaient alors mis d'accord pour lutter conjointement, avec l'appui de quelques associations et personnalités, contre un projet de barrage appelé Kararao. Celui-ci a alors

été annulé suite au désistement de la Banque Mondiale de son financement. Il est réapparu en 2009 sous le nom de Belo Monte. Le Cacique Raoni et ses alliés n'ont pas abandonné cette lutte, et cherchent à nouveau à susciter une prise de conscience décisive comme celle qui aboutit, suite à la tournée mondiale du Cacique Raoni, à la création du PPG7, Programme Pilote pour la protection des forêts tropicales initié par le G7, dont l'ampleur n'a jamais été égalée depuis.



ALLIANCE DES PEUPLES AMAZONIENS DU XINGU

La réunion aura lieu au village de Metuktire Novo, où réside le Cacique Raoni. Elle se déroulera en 2 cycles de discussions au centre du village, dans le lieu que les Kayapo appellent "la maison des hommes".

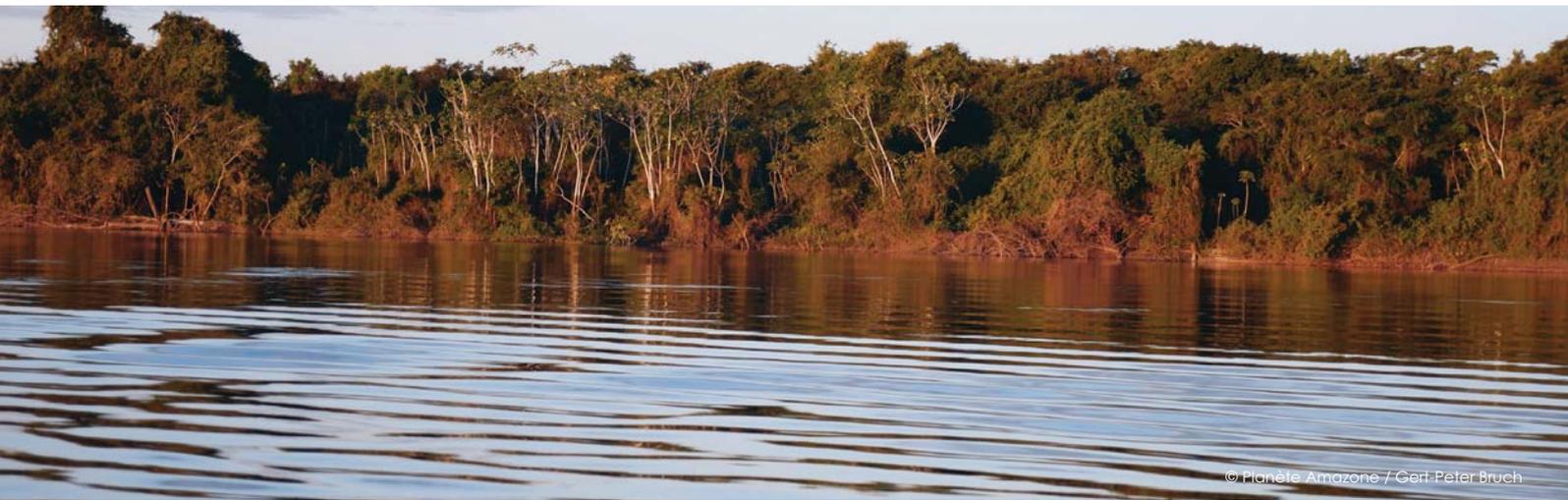
Au cours d'une première étape d'une durée de 3 jours, les indigènes du Mato Grosso et du Para aborderont les problématiques locales et nationales, et élaboreront des solutions. Certains sujets sont connus :

La défense des territoires contre les invasions. Les orpailleurs, les agriculteurs, les trafiquants de bois, les braconniers et les pêcheurs sportifs sont à la fois une menace physique pour les membres des communautés représentées, mais se pose aussi le problème de leur pouvoir de corruption. Ils peuvent en effet proposer de l'argent contre des autorisations d'entrée dans les territoires démarqués, ce qui a pour conséquence de mettre à mal l'environnement et la cohésion des indigènes.

La protection des populations en isolation volontaire. Les villages en contact avec l'extérieur des terres in-

digènes et les associations en charge de regrouper la gestion des communautés ont pour rôle de maintenir une zone tampon entre les tribus isolées et le reste du Brésil. Il est primordial pour la protection de ces populations, dont le système immunitaire est très vulnérable aux maladies mondialisées.

La gestion de la santé en territoire indigène. L'un des points brûlants de l'année 2015 est l'abandon presque total des pouvoirs publics en matière de santé dans les terres indigènes. Les dispensaires existants ne sont plus approvisionnés, et les communautés peuvent d'ores et déjà chiffrer le nombre des décès directement liés au manque de médicaments et d'équipement médical. En particulier, la mortalité infantile est déjà repartie à la hausse.



© Planète Amazonie / Gerit-Peter Bruch

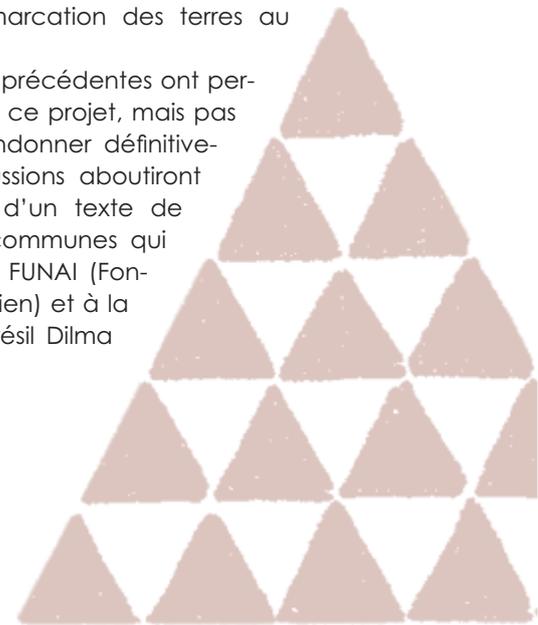
L'état environnemental des terres. Les communautés indigènes ont besoin de réagir face à la dégradation de leur environnement. Il provient de la pollution croissante du fleuve due aux exploitations agricoles et à la déforestation en amont, mais aussi d'une mauvaise gestion des nouveaux déchets induits par la consommation croissante de produits manufacturés et issus du commerce international. Plastiques, métaux, batteries usagées et parfois déchets électroniques représentent un danger sanitaire supplémentaire lorsque leur collecte est mal organisée voire inexistante.

La lutte pour les droits. Le gouvernement brésilien et les assemblées parlementaires fédérales, à l'initiative des groupements d'intérêts "ruralistes", sont à l'œuvre actuellement pour détricoter les droits constitutionnels des indigènes, empêcher la protection de nouvelles terres, et même autoriser l'exploitation des terres démarquées dans certains cas au nom de "l'intérêt supérieur de la nation". Cela se traduit par une offensive au niveau des propositions de circulaires, de lois, et d'amendements constitutionnels, dont la fameuse PEC 215, qui n'est en fait que l'arbre qui cache la forêt.

Cet amendement contre lequel luttent toutes

les associations indigènes et leurs soutiens depuis plus de 2 ans, vise à transférer le pouvoir de démarcation des terres au congrès fédéral.

Les mobilisations précédentes ont permis de repousser ce projet, mais pas de le faire abandonner définitivement. Ces discussions aboutiront à la rédaction d'un texte de revendications communes qui sera soumis à la FUNAI (Fondation pour l'Indien) et à la présidente du Brésil Dilma Rousseff.





PREMIÈRE RÉUNION DE L'ALLIANCE EN TERRE INDIGÈNE APRÈS LA COP 21

La deuxième étape de cette réunion sera la venue des autres grands leaders indigènes, après les 3 premiers jours. Pour les 3 jours suivants, le but des discussions sera d'aborder les questions internationales et d'importance mondiale. Forts de leur diversité et rassemblés autour de problématiques similaires rencontrées dans chacun de leurs territoires, les représentants indigènes devraient aborder les thèmes suivants :

La reconnaissance de la forêt comme capital pour la survie de l'humanité et comme rempart au changement climatique. L'expérience de la forêt possédée par les peuples indigènes représentés permettra de caractériser précisément les services rendus par la présence de la forêt, par la biodiversité qu'elle accueille. La forêt apporte en effet des ressources en eau douce, en nourriture, et en remèdes, par exemple. Les discussions pourront aussi détailler l'impact de la disparition progressive de la forêt autour des terres indigènes, en particulier sur le climat.

La reconnaissance de la démarcation des terres indigènes et du mode de vie indigène comme facteurs déterminants de protection des forêts. Il est en effet observable en vue aérienne que les zones de forêts habitées par des peuples indigènes sont celles qui subissent le moins de déforestation. Leurs contours se sont dessinés au cours des dernières années, à

mesure que la forêt disparaissait autour. Il apparaît donc essentiel que les peuples indigènes bénéficient d'une protection internationale qui se justifie par le rôle qu'ils remplissent dans la sauvegarde des forêts. La problématique des entreprises multinationales et de leurs grands ouvrages destructeurs de l'environnement. Les indigènes savent bien que les barrages hydroélectriques et les mines sont mis en chantier avec le concours d'entreprises du monde entier, ainsi que de fonds provenant de l'économie de tous les pays industrialisés. Leur volonté est de pointer la responsabilité collective des gouvernements du monde, qui les laisse détruire l'environnement de manière irrémédiable sous prétexte de profiter à l'économie.

« LA FORÊT :
UN CAPITAL POUR
LA SURVIE
DE L'HUMANITÉ. »



© Planète Amazone / Gerl-Peter Bruch

La problématique de la corruption politique, au niveau des partis comme des états. Tous les représentants indigènes qui ont lutté pour leurs droits et pour leurs terres ont eu affaire à des responsables qui leur ont menti ou se sont servis de leur image à leur insu. Dans le même temps, ils ont pris le parti de surmonter leurs dissensions et leurs guerres passées pour s'allier, chacun des peuples reconnaissant les valeurs traditionnelles communes, notamment celle de la décision collégiale issue de discussions. Ils sont donc légitimes pour mettre en question les modes de gouvernance de la société mondialisée et proposer des outils de contrôle qui endigueraient la corruption.

Cette réunion permettra à l'Alliance de préparer leurs revendications pour les futurs prochains grands rendez-vous internationaux. Toutes les décisions et stratégies des alliés seront soudées par des échanges interculturels. La rencontre à Meuktire sera exceptionnelle et regroupera de nombreux représentants dans la continuité du lancement de l'Alliance pendant la COP 21. Par la suite, le souhait des fondateurs est que chaque année, dans un continent différent, une délégation multicontinentale de plusieurs représentants indigènes se déplacera sur la terre du peuple d'un représen-

tant de l'Alliance pour créer des liens permanents. Cela leur permettra d'être en contact direct avec la terre et de rester ainsi connecté avec la nature et les enjeux du terrain en partageant leurs savoirs traditionnels, pour une mutualisation des connaissances et une diffusion des pratiques de gestion durable des écosystèmes. Les membres de l'Alliance seront reliés par des voyages concrets et maintiendront, grâce aux nouvelles technologies et à des déplacements ponctuelles, une connexion permanente. L'Alliance est un moyen de peser au niveau mondial sur une autre plateforme que celle proposée par l'ONU qui n'est pas adaptée au fonctionnement des populations indigènes traditionnelles.





**Le Cacique Raoni Metuktire,
représentant du peuple Kayapo**

© Planète Amazonie / Geri-Peter Bruch

LES FONDATEURS DE L'ALLIANCE



Le Cacique Raoni (peuple Kayapo), le Cacique Megaron (peuple Kayapo), le Cacique Davi Kopenawa (peuple Yanomami), les Caciques Aritana et Pirakuman (peuple Yawalapiti), les Caciques Afukaka et Tabata (peuple Kuikuro), chefs traditionnels d'Amazonie, détenteurs de grands savoirs, gardiens du plus grand «poumon vert» de la planète, ont scellé un pacte à Brasilia au mois d'avril 2015 en vue de constituer une alliance internationale pendant la COP 21.

LE CACIQUE RAONI METUKTIRE, REPRÉSENTANT DU PEUPLE KAYAPO

Le Cacique Raoni Metuktire, chef indigène d'Amazonie brésilienne célèbre dans le monde entier pour son combat de toute une vie pour la défense du peuple Kayapo, des peuples indigènes et des « poumons verts » de la planète, est l'une des figures internationales de la protection de la planète les plus emblématiques de notre temps.

Après avoir participé à l'unification des territoires indigènes du Xingu, à la création de la plus grande réserve de forêt tropicale protégée au monde (180 000 km²) et à la sensibilisation de l'opinion publique mondiale à la cause indigène et au drame de la déforestation, il souhaite léguer, en héritage à tous les peuples, la création d'une alliance internationale des gardiens de la Nature.

Le Cacique Raoni Metuktire œuvre depuis plus d'un demi-siècle pour préserver les terres ancestrales de son peuple, mais voilà déjà bien longtemps que son combat s'est étendu à l'échelle de la planète, dont il est devenu l'un des ambassadeurs informels les plus convaincants depuis sa tournée mondiale, en 1989, avec son neveu Megaron Txucarramãe et le chanteur Sting. Il a d'ailleurs été le lauréat, en 2014, de la première édition du Prix Public de la Paix.



« LE TERRITOIRE YANOMAMI AU VÉNÉZUELA EST AUJOURD'HUI LE PLUS GRAND TERRITOIRE INDIGÈNE AU MONDE »

Il y a longtemps déjà que le Cacique Raoni rêve que son message d'union et d'alliance entre les peuples autochtones et tous les autres protecteurs de la planète soit entendu et qu'il souhaite transmettre une feuille de route viable pour le futur en héritage à l'humanité.

Epaulé par son neveu et fidèle disciple, le Cacique Megaron Txucarramãe, il saisit l'occasion de la COP 21 pour fonder une alliance et tisser dans la durée des liens permanents entre les peuples autochtones de tous les continents, tous menacés par des pressions économique et démographique accentuant les bouleversements climatiques, dont ils sont les lanceurs d'alertes les plus efficaces mais aussi les premières victimes.



LE CACIQUE DAVI KOPENAWA, REPRÉSENTANT DU PEUPLE YANOMAMI

Le peuple Yanomami est connu pour son combat contre les chercheurs d'or illégaux, qu'il parvint à remporter après avoir failli disparaître totalement, en raison d'épidémies mortelles dues aux premiers contacts avec la population brésilienne dans les années 1980. Les terres Yanomami sont partagées entre le nord du Brésil et le Venezuela.

Au Brésil, la terre indigène Yanomami, de 9,6 millions d'hectares, est située à la fois dans le nord de l'État d'Amazonas et l'État de Roraima.

La réserve de biosphère de l'Alto Orinoco-Casiquiare, de 8,2 millions d'hectares, est la continuité du territoire Yanomami au Venezuela, ce qui en fait le plus grand territoire indigène au monde.

Aujourd'hui, le peuple Yanomami est reconnu dans le monde entier pour la beauté de sa culture et la richesse de ses savoirs ancestraux, notamment grâce à l'engagement de certains de ses représentants charismatiques qui déploient des efforts soutenus pour préserver sa culture, menacée par une pression extérieure toujours plus forte.

**Le Cacique Davi Kopenawa,
représentant du peuple Yanomami**

© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch



**Le Cacique Aritana,
représentant du peuple Yawalapiti**

© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch

LE CACIQUE ARITANA, REPRÉSENTANT DU PEUPLE YAWALAPITI

Le peuple Yawalapiti vit sur le haut Xingu, fleuve situé dans l'État du Mato Grosso au Brésil. Après avoir subi une terrible épidémie de rougeole et des attaques au milieu du XX^{ème} siècle, le peuple Yawalapiti s'est dispersé dans plusieurs villages des différents peuples du Xingu.

Les Yawalapitis se sont regroupés avec le soutien du sertaniste Orlando Villas-Bôas avant la création du Parc du Xingu en 1961. Ils sont confrontés actuellement à de graves problèmes de pollution du fleuve en raison des engrais chimiques et des herbicides utilisés dans la culture intensive du soja et du maïs.

Peu nombreux dans les années 1950, ils ont

donc presque disparu pour finalement voir leur population augmenter de nouveau. Ils ont initié dans les années 2000 un vaste programme de transmission orale et audiovisuelle pour conserver leur culture.

Des ateliers d'apprentissage ont été mis en place pour que les anciens enseignent à la jeune génération l'artisanat traditionnel et la langue Yawalapiti.

L'acquisition de matériel audiovisuel a permis l'enregistrement de rites et traditions orales diffusés ensuite grâce à la réalisation de films documentaires.

Devant le succès de leur projet, plusieurs tribus voisines ont exprimé le souhait d'obtenir également les moyens de se constituer une mémoire audiovisuelle pour les générations futures. La démarche remarquable des Yawalapiti pour sauvegarder leur culture en fond des ambassadeurs mondiaux de la lutte indigène.



LE CACIQUE AFUKAKA, REPRÉSENTANT DU PEUPLE KUIKURO

Le Cacique Afukaka Kuikuro a également initié un grand programme de préservation et de transmission de la culture Kuikuro grâce notamment à l'enregistrement vidéo des rituels et cérémonies traditionnels. Le peuple Kuikuro est le plus important de la région du Haut Xingu avec environ 500 indigènes qui se répartissent majoritairement dans trois villages au sud du Parc Indigène du Xingu : Ipatse, Ahukugji et Lahatuá.

Ce peuple possède une tradition particulière de plantation de Péqui, arbre originaire de la savane brésilienne dont le fruit est reconnu pour ses qualités nutritionnelles et ses propriétés thérapeutiques.

Une graine de Péqui est plantée à chaque nouvelle naissance dans le village du Cacique Afukaka pour symboliser la nécessité de garantir l'alimentation des générations futures.

Touché par des épidémies foudroyantes à partir de

la fin du XIXème siècle jusqu'au milieu du XXème, le nombre de Kuikuro chute énormément et les oblige à se déplacer au nord de leur territoire pour dépendre des programmes de vaccinations systématiques apportées par les fondations de protection des indiens. La démographie repart en 1960 suite aux campagnes de vaccination et leur permet de s'organiser pour récupérer les terres. Le peuple Kuikuro s'est notamment allié au peuple Yawalapiti dans les années 1950 pour contribuer à leur renaissance. Porteur de cette tradition de solidarité et d'échange, le Cacique Afukaka constitue un personnage indispensable pour fédérer les forces autour du projet d'Alliance des Gardiens de Mère Nature.

« LE CACIQUE AFUKAKA
EST PORTEUR
DE CETTE TRADITION
DE SOLIDARITÉ
ET D'ÉCHANGE »

**Le Cacique Afukaka,
représentant du peuple Kuikuro**

© Planète Amazone / Gert-Peter Bruch



8

DISCOURS DE VALDELICE VERON,
PEUPLE GUARANI-KAIOWÁ,
AU SOMMET DES CONSCIENCES





« Je suis Valdelice Veron, une indienne fière d'appartenir à l'ethnie Kaiowá. J'agis en défense du tekoha, c'est-à-dire du mode de vie traditionnel de mon peuple guarani. Je me bats contre le génocide et l'ethnocide pratiqués au Brésil depuis l'arrivée des colonisateurs au 16e siècle. J'ai besoin d'aide! Mon peuple crie au secours ! Je ne suis que la porte-parole d'un peuple qui refuse de mourir en silence! Notre seul désir est de vivre en paix sur la terre où nous sommes nés, où sont enterrés nos ancêtres. Nous ne sommes pas des êtres folkloriques, mais des êtres vivants.

Je suis une gardienne des forêts dont la seule ambition est d'assurer à ses enfants le « Testament vert », synonyme de préservation de la nature. La relation respectueuse de mon peuple envers la terre, la faune et la flore est une simple expression du mode de vie Kaiowá. Nos territoires sont en train d'être détruits par des hommes avides dont le seul but est de s'enrichir en approvisionnant le marché international de soja, de viande... En ce qui nous concerne, le fléau est l'agro-carburant: l'éthanol est fait du sang qui gicle de nos veines et inonde la terre Kaiowá. Nous exigeons également la stricte application par les pays signataires de la Convention des Nations Unies contre la Corruption. Cette pratique est à la base de l'exportation illégale de bois, en d'autres termes, d'une usurpation criminelle qui mène les populations autochtones à une calamité.

Au cours de leurs voyages autour du monde, les caciques Raoni et Megaron ont pris conscience que les problèmes auxquels ils sont confrontés sont similaires à ceux de presque tous les peuples autochtones du monde. Agissant ensemble avec d'autres chefs traditionnels et aussi quelques alliés, ils vont lancer officiellement lors de la COP 21 l'Alliance des gardiens de la Mère Nature qui est, pour moi et pour tous ceux qui ont adhéré à cette initiative, un chemin d'espérance. Voici où s'intègre notre résistance aux maux qui détruisent l'environnement dont dépend notre survie.



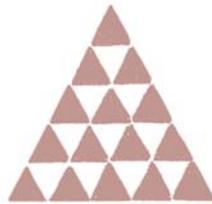
Je suis ici pour réclamer des lois internationales réellement contraignantes avant la construction de nouveaux barrages hydroélectriques géants, des lois qui parviennent à imposer effectivement, avant le début des travaux, comme condition sine qua non, que l'ouvrage soit en conformité avec les recommandations du rapport final de la Commission mondiale des barrages (2000). L'Alliance se battra pour le démantèlement des grands barrages qui ont été construits en violation du droit à la consultation préalable des peuples autochtones affectés, tel que stipulé dans la Convention 169 de l'OIT.

Enfin, je demande aux instances internationales la reconnaissance de la notion de crime contre les générations futures, notion qui devrait définir l'écocide, c'est-à-dire, le crime de destruction partielle ou totale des écosystèmes d'un territoire spécifique. Une telle mesure peut débiter par le changement du Statut de Rome, modification que n'importe quel chef de l'Etat peut proposer.

Le monde est à la croisée des chemins. Les droits ancestraux des peuples indigènes du Brésil, reconnus par la Constitution brésilienne, sont en danger. Nos soutenabilités culturelle, économique et sociale dépendent de Terre et Vie. La Terre-Mère a aussi besoin de ses gardiens, elle a besoin du peuple originaire puisque celui-ci n'a pas succombé entre les mains de la cupidité et du progrès illusoire. Nous devons nous unir les uns les autres, guidés par ces gardiens qui nous ramènent à la terre. C'est seulement ainsi que nous pouvons conquérir notre avenir, ensemble avec tous les peuples qui se battent pour que la planète puisse encore respirer.

Je suis Valdelice Veron, la fille du Cacique Marcos Verón, assassiné en 2003, comme 289 autres personnes de mon peuple qui ont été massacrées par les grands propriétaires fonciers pendant la dernière décennie: des enfants, des femmes, des personnes âgées et des hommes dans la fleur de l'âge. Moi-même, je suis menacée de mort. »





CRÉDITS PHOTOS :

Gert-Peter Bruch

TEXTE :

Planète Amazone

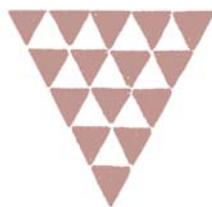
MAQUETTE :

Nathalie Giraudeau et Elisa Lewis

REMERCIEMENTS :

L'Alliance des Gardiens de Mère Nature
tient à remercier :

L'institut Raoni, l'organisation Nature Rights ainsi
qu'End Ecocide On Earth,
la Mairie du 6ème arrondissement de Paris,
l'agglomération du Grand Lyon,
la compagnie d'assurances Humanis,
les locations de voitures Ada,
l'Hôtel Melia Paris - La Défense,
l'imprimerie ACI
et les restaurants Le Très Honoré
et Porta Da Selva.



Contacts :

communication@planeteamazone.org

